

**ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS, ALIMENTAIRES  
ET TECHNOLOGIQUES**

Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél. : 01 53 14 69 00  
Fax : 01 53 14 69 99

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**n° 26-042**

Procédure : Appel d'Offres Ouvert

Objet : Maintenance des systèmes de sécurité incendie, d'extinction automatique à gaz, d'interphonie IGH, d'éclairage de sécurité sur source centralisée d'installations de désenfumage mécanique, d'un système de détection CO (parking souterrain) des hôpitaux Beaujon – Bichat / C. Bernard et Louis Mourier.

Ce document comprend 31 pages et est associé au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

A.P – H.P	Consultation n° 26.042 – Lots 01 et 02	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	1

## SOMMAIRE

### Table des matières

2.1	PREAMBULE .....	3
2.2	MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE – D'EXTINCTION AUTOMATIQUE A GAZ - D'INTERPHONIE IGH - D'ECLAIRAGE DE SECURITE SUR SOURCE CENTRALE, DES INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE MECANIQUE - DU SYSTEME DE DETECTION CO POUR DES SITES / BEAUJON - BICHAT / CLAUDE BERNARD – LOUIS MOURRIER.....	3
2.2.1	CADRE REGLEMENTAIRE.....	3
2.2.2	INVENTAIRE DES INSTALLATIONS .....	4
2.2.3	OBJET DES PRESTATIONS – EXIGENCE DU MAITRE D'OUVRAGE .....	4
2.2.4	NIVEAU D'EXIGENCE DU MAITRE D'OUVRAGE - GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE.....	9
2.2.5	CONTENU DES PRIX – LIMITES DE PRESTATIONS .....	10
2.2.6	SPECIFICATIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET AUX VERIFICATIONS .....	12
2.2.7	SPECIFICATIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE CORRECTIVE .....	20
2.2.8	SPECIFICATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS DIVERSES .....	21
2.2.9	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	22
2.2.10	FOURNITURES, CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES ET STOCKS .....	26
2.2.11	CONSIGNATION DES INTERVENTIONS ET CIRCULATION DE L'INFORMATION. REGISTRE DE MAINTENANCE.....	27
2.2.12	GMAO - GESTION DOCUMENTAIRE.....	28
2.2.13	REUNIONS ORGANISEES ENTRE LES DEUX PARTIES - BILAN ANNUEL D'ACTIVITE ET DE MAINTENANCE.....	29
2.2.14	REMISE DES INSTALLATIONS AU MAITRE D'OUVRAGE EN FIN DE MARCHE.....	30

A.P – H.P	Consultation n° 26.042 – Lots 01 et 02	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	2

## 2.1 PREAMBULE

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :

- **ANNEXE A** Inventaire des installations SSI, d'interphonie IGH, d'éclairage de sécurité sur source centralisée et des installations de désenfumage mécanique du site Beaujon  
  
Inventaire des installations SSI, Extinction automatique à gaz, d'interphonie IGH, système de détection CO (parking souterrain) et des installations de désenfumage mécanique du site Bichat / C Bernard  
  
Inventaire des installations SSI, d'interphonie IGH, et des installations de désenfumage mécanique du site Louis Mourier
- **ANNEXE B** Gammes de maintenance SSI – extinction automatique à gaz - Désenfumage mécanique – Système d'éclairage de sécurité sur source centralisée - Système de détection CO (parking souterrain)

**Concernent les prestations de maintenance et de vérifications techniques des installations :**

- Systèmes de Sécurité Incendie, d'interphonie IGH, d'éclairage de sécurité sur source centralisée et de désenfumage mécanique – Systèmes de contrôle d'accès et de vidéosurveillance du site de Beaujon situé au 100 boulevard du Général Leclerc, 92110 CLICHY.
- Systèmes de Sécurité Incendie, d'extinction automatique à gaz, d'interphonie IGH, Système de détection CO (parking souterrain) et de désenfumage mécanique – Systèmes de contrôle d'accès et de vidéosurveillance du site Bichat Claude Bernard, sis au 46 rue Henri Huchard, 75018 PARIS ;
- Systèmes de Sécurité Incendie, d'interphonie IGH, et de désenfumage mécanique – du site Louis Mourier, situé au 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES

Le site Beaujon est composé d'un Immeuble de Grande Hauteur de type U, d'un Etablissement Recevant du Public (ERP) de type U de 2<sup>ème</sup> catégorie, et de bâtiments annexes.

Le site Bichat Claude Bernard est composé d'un Immeuble de Grande Hauteur de type U et Etablissement Recevant du Public (ERP) de type U de 1<sup>ère</sup> catégorie, et de bâtiments annexes.

Le site de Louis Mourier est composé d'un bâtiment principal Immeuble de Grande Hauteur de type U et de bâtiments annexes

Des plans de masse et un tableau récapitulatif de classement des bâtiments sont fournies en annexe

Dans le CCTP, le terme « marché » désigne celui propre à chaque lot.

## 2.2 MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE – D'EXTINCTION AUTOMATIQUE A GAZ - D'INTERPHONIE IGH - D'ECLAIRAGE DE SECURITE SUR SOURCE CENTRALE, DES INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE MECANIQUE - DU SYSTEME DE DETECTION CO POUR DES SITES / BEAUJON - BICHAT / CLAUDE BERNARD – LOUIS MOURRIER

### 2.2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément aux normes françaises, le Système de Sécurité Incendie fait l'objet d'une maintenance régulière ainsi que d'opérations de vérification périodique, permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'installation.

A.P – H.P	Consultation n° 26.042 – Lots 01 et 02	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	3

Le titulaire respectera scrupuleusement la réglementation en vigueur (liste non limitative pour l'entretien du SSI) :

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité incendie dans les Etablissements Recevant du Public, notamment les articles MS 53, 56, 68 et 73 ;
- Arrêté du 30 décembre 2011 relatif à la sécurité incendie dans les Immeubles de Grande Hauteur ;
- Norme NF S 61-970 Règles d'installation des systèmes de détection incendie
- Norme NF S 61-632 Règle d'installation des systèmes de mise en sécurité incendie
- Norme NFS 61-933 : Règles d'exploitation et de maintenance
- Norme NF 422 Reconditionnement des produits de SSI
- Norme NF 508 Système de sécurité incendie
- Règles de la Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels (CIREA).

En particulier, le titulaire inclut dans son marché tous les moyens lui conférant l'habilitation à intervenir en permanence sur l'installation SSI à tout niveau d'accès défini par la norme NFS 61 931.

D'une façon générale, les prestations doivent être exécutées dans le respect des Codes du Travail et de la Santé Publique.

## 2.2.2 INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Les installations objets de chaque marché sont inventoriées dans l'ANNEXE A « Inventaires »

Les prestations s'appliquent à l'ensemble des équipements :

- Aux systèmes de détection incendie dans sa totalité pour tous les bâtiments ;
- Au système d'extinction automatique à gaz (Bichat)
- Aux Systèmes de Mise en Sécurité Incendie jusqu'aux organes de commande et de signalisation (ces organes inclus) des équipements asservis – dispositifs de verrouillage/déverrouillage, de non-arrêt ascenseurs, d'arrêt technique, clapets, portes, ventilateurs et volets de désenfumage, diffuseurs d'alarme, Tableau reports ...) ; pour tous les bâtiments ;
- Aux Unité d'Aide à l'Exploitation des SSI et à leur actualisation à l'issue de travaux
- Aux systèmes d'interphonie IGH dans leur totalité
- Aux unités de gestion des signalisations, alarmes, commandes, supervision (PC, imprimantes) ;
- Aux borniers de raccordement des programmeurs ou reports de commande signalisation sur Unité d'Aide à l'Exploitation et au poste central de sécurité incendie.
- Aux sources centrales du système d'éclairage de sécurité sur source centralisée
- Aux systèmes de désenfumage mécanique dans sa totalité (Moto-ventilateurs – Coffrets de relayage – Volets)

## 2.2.3 OBJET DES PRESTATIONS – EXIGENCE DU MAITRE D'OUVRAGE

**Chaque marché est un marché de prestations de service de maintenance et de vérifications**, portant sur :

- **La maintenance préventive systématique et les vérifications ;**
- **La maintenance préventive conditionnelle ;**
- **La maintenance corrective.**

Ces prestations doivent garantir la **continuité de service** des installations, en respectant le niveau d'exigences fixé par le maître d'ouvrage.

Elles sont complétées par des **prestations diverses de petits travaux et d'assistance et de conseil au maître d'ouvrage.**

**Le présent CCTP et ses annexes définissent le contenu de chacune des prestations ainsi que les installations prises en charge.**

A.P – H.P	Consultation n° 26.042 – Lots 01 et 02	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	4

### 2.2.3.1 Prestations de maintenance préventive systématique et de vérifications

D'une façon générale, la définition des opérations de maintenance est faite en référence aux normes NF X 60-000 NF X 60.025 et NF S 61 933

#### A Définitions des prestations

Les opérations de **maintenance préventive systématique** ont pour objectif de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Les opérations de **vérifications** consistent à rechercher ou à déterminer si une situation technique est bien conforme à ce qu'elle doit être, en procédant à des investigations. Elles permettent, à partir d'examens, de constats, et d'essais :

- De contrôler la qualité de la maintenance réalisée ;
- De s'assurer du maintien en l'état de conformité de l'installation par rapport aux dispositions en vigueur au moment de sa réception ;
- D'évaluer le risque incendie en lien avec l'installation, en adéquation avec les conditions d'exploitation.

Les **vérifications de fonctionnement** ont pour objectif de détecter les anomalies et les dérangements de fonctionnement des équipements.

Les **vérifications de conformité** ont pour objectif de vérifier le maintien de l'état de conformité acquis à la mise en service, ainsi que les conditions de maintenance et d'exploitation des équipements.

Ces vérifications sont réalisées dans le cadre de l'**exploitation des installations**, ensemble des actions consistant à en faire usage de façon opportune.

#### B Vérifications réglementaires périodiques

Les réglementations ERP (GE8) et IGH (GH4) définissent les **vérifications réglementaires périodiques objet d'un Rapport de Vérifications Réglementaires en Exploitation (RVRE)**. Elles en précisent la fréquence et les exigences relatives aux personnes compétentes ou organismes qui en ont la charge.

Ces vérifications ne sont pas exclusives d'**autres vérifications périodiques**, telles les vérifications de fonctionnement décrites dans la norme NF S 61-933, ou celles ordonnées par le maître d'ouvrage. Les réglementations ERP (MS 73 § 3 ; et IGH (GH 49) imposent expressément des vérifications de fonctionnement, selon la norme NF S 61- 933 relative aux règles d'exploitation et de maintenance des SSI. Elles rendent donc d'ordre réglementaire ces vérifications de fonctionnement.

Les vérifications réglementaires périodiques objet d'un RVRE sont confiées soit à un « technicien compétent », qui peut être un technicien qualifié du maître d'ouvrage ou du titulaire, soit à un « organisme agréé » titulaire d'un marché de vérifications réglementaires périodiques. Le présent CCTP, définit les limites de prestations de chaque intervenant.

**Le tableau ci-après récapitule les vérifications réglementaires périodiques auxquelles sont soumises les installations objet du présent marché.**

A.P – H.P	Consultation n° 26.042 – Lots 01 et 02	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	5

**SECURITE INCENDIE : MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE (SSI), DESENFUMAGE MECANIQUE**  
**TABLEAU DES VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES PERIODIQUES**

Dénomination	Source réglementaire	Fréquence	Type d'installation et de locaux	Référentiel	Exécutant selon exigence réglementaire	Exécutant selon CCTP	Dispositions particulières Commentaires
<b>1. ERP, IGH : Vérification (technique) réglementaire périodique de fonctionnement (sécurité incendie) - SSI</b>	MS 73	Selon norme NF S 61-933 Annexes B à L	Système de Sécurité Incendie (SSI)	NF S 61-933 Annexes B à L	Niveau I à III dec l'annexe A de la norme NF S 61-933	Equipe De Sécurité Incendie et Mainteneur	
<b>2 ERP : Vérification (technique) réglementaire périodique en exploitation (sécurité incendie) – Annuelle SSI</b>	GE 8 MS 73	Selon MS73 § 2: Annuelle	Système de Sécurité Incendie (SSI)	GE 8 MS 56 § 3, 2 <sup>ème</sup> tiret Rapport RVRE selon GE9.	Technicien compétent sauf MS73 : Organisme agréé pour les SSI de catégorie A et B.	Organisme agréé (OA)	OA - SSI : Essais de fonctionnement : un équipement par zone et par fonction.
<b>3. ERP : Vérification (technique) réglementaire périodique générale en exploitation (sécurité incendie) – Triennale SSI</b>	GE 8 MS 73	Selon MS73 Triennale	Système de Sécurité Incendie de catégorie A et B (SSI)	GE 8 NF S 61-933 de 1997, Annexe A A3 MS 56 § 3, 2 <sup>ème</sup> tiret Rapport RVRE selon GE9.	MS73 : Organisme agréé	Organisme agréé (OA)	= <i>Vérification générale</i> de la norme ( version 1997). OA – SSI : Essais de fonctionnement : un équipement par zone et par fonction.


**SECURITE INCENDIE : MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE (SSI), DESENFUMAGE MECANIQUE**  
**TABLEAU DES VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES PERIODIQUES**

Dénomination	Source réglementaire	Fréquence	Type d'installation et de locaux	Référentiel	Exécutant selon exigence réglementaire	Exécutant selon CCTP	Dispositions particulières Commentaires
<b>Eclairage de sécurité sur source centrale (hôpital Beaujon)</b>	GE 8 EC 13 EC 14	Annuelle					
<b>Système de détection CO (parc de stationnement) – Qualité de l'air</b>	Circulaire du 03 mars 1975	Annuelle	Centrale de détection CO NO + Moto ventilateurs de ventilation et désenfumage + commandes prioritaires	Circulaire du 03 mars 1975	Technicien compétent		
<b>4. ERP : Vérification (technique) réglementaire périodique en exploitation (sécurité incendie) – Annuelle Désenfumage</b>	GE 8 DF 10 §1 et 2	Selon DF 10 § 2: Annuelle	Equipements et installations de désenfumage	GE 8 et DF 10 § 2 Rapport RVRE selon GE9.	Technicien compétent	Organisme agréé (OA) et mainteneur	OA - Installations de désenfumage Vérification annuelle. Mainteneur - Désenfumage mécanique : Vitesses/ débits/ pressions : 25% par an des installations.
<b>5. ERP : Vérification (technique) réglementaire périodique générale en exploitation (sécurité incendie) – Triennale Désenfumage</b>	GE 8 DF 10 §1 à 3	Selon DF 10 § 3: Triennale	Installation de désenfumage mécanique avec système de sécurité incendie de catégorie A ou B	GE 8 et DF 10 § 2 Rapport RVRE selon GE9.	DF 10 § 3 : Organisme agréé	Organisme agréé (OA)	OA - Désenfumage mécanique : Vitesses/ débits/ pressions : 100% des installations.


**SECURITE INCENDIE : MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE (SSI), DESENFUMAGE MECANIQUE**  
**TABLEAU DES VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES PERIODIQUES**

Dénomination	Source réglementaire	Fréquence	Type d'installation et de locaux	Référentiel	Exécutant selon exigence réglementaire	Exécutant selon CCTP	Dispositions particulières Commentaires
<b>6. IGH : Vérification (technique) réglementaire périodique en exploitation (sécurité incendie) – Annuelle Moyens de secours, Extinction et désenfumage et équipements divers</b>	GH 5 § 3.1.2	Selon GH 5 § 3.1.2 : Annuelle	Moyens de secours : Systèmes de sécurité incendie Systèmes d'alerte Désenfumage Autres équipements ayant une fonction de sécurité incendie : Interphones de sécurité Déverrouillage des issues et ouverture des portes automatiques coulissantes. Etc..	GH 5 § 3.1.2 et § 3.2. Rapport RVRE selon GH 5.  GH 49 MS 56.	GH 5 : Organisme agréé (OA)	Organisme agréé (OA) en présence du mainteneur pour le SSI, le désenfumage et les moyens d'extinction	OA - SSI : Essais de fonctionnement : un équipement par zone et par fonction. OA : Vérification de l'ensemble des DAS, déverrouillage des issues et ouverture des portes automatiques coulissantes. OA – Désenfumage mécanique : Vitesses/ débits/ pressions : chaque année, 1/4 des installations.




La teneur des vérifications réglementaires périodiques diffère en fonction du classement de l'établissement (au sens de la sécurité incendie). Afin de les homogénéiser et de renforcer leur impact, les principes ci-dessous ont été adoptés :

- Les établissements « code du travail » sont traités selon la réglementation ERP;
- Les vérifications annuelles des SSI communs à des IGH et ERP se font conformément à la réglementation IGH pour les parties communes, et selon chacune de leur propre réglementation pour les équipements non partagés ;

Les rapports de vérifications, dénommés rapports de vérifications réglementaires en d'exploitation (RVRE) sont établis par établissement. Leurs formes et leurs contenus sont donnés par les appendices aux articles GE 9 (ERP) et GH 5 (IGH).

### **2.2.3.2 Prestations de maintenance préventive conditionnelle**

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques ou lors de mesures spécifiques et ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

### **2.2.3.3 Prestations de maintenance corrective**

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements après défaillance ou panne, et la réparation des pièces défectueuses ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées.

Le dépannage est une action sur un bien en panne en vue de le remettre en état de fonctionnement, au moins provisoirement. Compte tenu de l'objectif, une action de dépannage peut s'accommoder de résultats provisoires et de conditions de réalisation hors règles de procédures, de coût et de qualité. Elle est alors suivie d'une réparation.

La réparation est une intervention définitive et limitée de maintenance corrective après défaillance.

## **2.2.4 NIVEAU D'EXIGENCE DU MAITRE D'OUVRAGE - GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE**

Le but de chaque marché est d'apporter une qualité de service du meilleur niveau, requise par l'exigence fonctionnelle du site, et de conserver dans le temps des performances des équipements proches de celles d'origine. C'est pourquoi :

- Il est exigé du titulaire une obligation de moyens, pour l'entretien des installations et le traitement des observations issues des vérifications réglementaires périodiques ;
- Le titulaire a une obligation de résultat pour son délai de réponse aux demandes de dépannage et son délai de réparation. Les systèmes de sécurité incendie au marché sont multimarques. Les techniciens du titulaire du marché, amenés à intervenir sur un composant de ces systèmes, dans le cadre de la maintenance préventive, ou curative devront justifier soit d'une habilitation de niveau III ou IV au sens de la norme NFS 61-931, délivrée par le constructeur, pour pouvoir agir seul sur le système concerné soit d'un « contrat cadre » avec les constructeurs des matériels. Ce contrat cadre devra préciser les délais d'intervention qui devront répondre à l'exigence de l'art 2.2.7.1 ci-après. Ces justificatifs devront être joints au Mémoire Technique lors de la remise des offres.

Les moyens décrits ne sont pas limitatifs, en particulier pour ce qui concerne les prestations intellectuelles nécessaires à l'organisation générale et au suivi des opérations objets de chaque marché, et à la gestion du personnel.


Le titulaire est tenu d'intervenir sur les installations par des réparations, remplacements ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou à titre préventif, des matériels défectueux ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il a en charge.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire seul ou en ayant recours au contrat cadre intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le titulaire tient informé le référent de site de tous les travaux qu'il réalise au titre de la garantie de continuité de service. Ces travaux sont consignés dans le registre de maintenance du SSI concerné.

Si le titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, il doit au préalable en aviser le maître d'œuvre, ce qui permet à ce dernier d'apprécier l'opportunité et l'intérêt qu'il peut y avoir à substituer aux appareils à remplacer des matériels de principe, de fiabilité, d'ergonomie ou de rendement mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation au-delà de la date d'expiration dudit marché.

En tout état de cause, la participation du titulaire ne peut pas être inférieure à la valeur de remplacement, au jour considéré, des matériels d'origine par des matériels similaires.

## **2.2.5 CONTENU DES PRIX – LIMITES DE PRESTATIONS**

### **2.2.5.1 Contenu des prix**

Les prix s'entendent compris toutes sujétions, dont en particulier :

- La main d'œuvre (frais de déplacement, gestion du personnel, ...) ;
- Les fournitures ;
- Les prestations intellectuelles nécessaires à l'organisation générale et au suivi des opérations objets du présent marché ;
- L'organisation de l'astreinte ;
- Les obligations résultant des conditions d'exécution du marché,


### 2.2.5.2 Prestations réglées dans le cadre du prix global et forfaitaire

Le tableau ci-dessous récapitule les prestations incluses dans le prix global et forfaitaire

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE PRIX GLOBAL FORFAITAIRE (PGF) (1)						
	Maintenance préventive systématique et vérifications périodiques	Maintenance préventive conditionnelle	Traitement des anomalies et dérangements signalés par le maître d'œuvre	Cas des vérifications réglementaires périodiques par un organisme agréé	Maintenance corrective (dépannages et réparations d'une pièce ou d'un équipement)	Divers : Assistance Formation Conseil
Article du CCTP	5.1	5.2	5.3	5.4	6	7
Main-d'œuvre	PGF (2) (3)	PGF (3)	PGF (3)	PGF (3)(4)	PGF (3)	PGF
Produits consommables et petites fournitures électroniques	PGF (3)	PGF (3)	PGF (3)	PGF(3)	PGF (3)	PGF (5)
Pièces détachées en ou hors stock	PGF (2) (3)	PGF (3)	PGF (3)	PGF (3)	PGF (3)	PGF (5)

**Les frais de fourniture et de pose de pièces inclus dans la PGF s'entendent qu'elles soient remplacées à l'identique ou reconditionnées, dans les conditions ci-dessous :**

- (1) Exclut les travaux de mise en conformité par rapport à la réglementation rendue applicable au cours du marché.
- (2) Compris le changement des batteries tous les 4 ans et le reconditionnement des détecteurs (obligation pastille bleue NF ou détecteur neuf), conformément aux **ANNEXES**
- (3) **Exclut les réparations des DAS de compartimentage suite à défaillance mécanique (voir par. 5.1)**  
**Exclut le remplacement des ventilateurs de désenfumage.**  
**Exclut, pour des raisons d'arrêt de fabrication du matériel, le remplacement, en fourniture neuve ou reconditionnement, des pièces détachées des systèmes par justification écrite du constructeur**  
 Compris les interventions consécutives à la détérioration d'une pièce ou d'un matériel autres que ceux incriminés en première défaillance, suite à une mauvaise manipulation du titulaire.
- (4) Uniquement pour l'accompagnement de l'organisme agréé et la levée de ses observations.
- (5) *Concerne le traitement des observations de la commission de sécurité.*

Dans les cas ci-dessous et dans la mesure où la responsabilité du titulaire n'est pas incriminée, les prestations du tableau sont exclues du prix global et forfaitaire :

- Interventions consécutives à une négligence, un acte de malveillance, à une utilisation anormale des équipements ;
- Remises en état et en service consécutives à un sinistre de toute nature indépendant du fonctionnement de l'installation (défauts électriques tels que manque ou baisse de tension, dégâts des eaux, foudre, incendie de bâtiment, ...).

### 2.2.5.3 Prestations réglées par bons de commande à prix unitaire

Les fournitures et prestations énumérées ci-dessous font l'objet d'un devis préalable, établi avec les quantités envisagées (unités de matériels remplacés et nombre d'heures de main-d'œuvre selon qualification), dans le délai précisé à l'article du 1-9-2 CCAP. Il leur est


appliqué les prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint à l'Acte d'Engagement:

- exclusions du tableau des prestations réglées dans le prix global et forfaitaire, tel que figurant ci-avant ;
- petits travaux d'entretien tels que : adaptations mineures rendues nécessaires pour assurer l'interface entre des installations nouvelles, consécutivement à des restructurations, et les installations préexistantes ;
- petits travaux de rajout ou de déplacement de détecteurs ou de DAS ;
- petits travaux de mise en conformité des équipements avec la réglementation applicable ;
- mise à disposition de main d'œuvre à la demande de l'établissement, pour toute prestation non prévue au tableau précité.

#### **2.2.5.4 Prestations et coûts exclus des marchés**

Sont exclus des présents marchés :

- L'exploitation des installations ;
- Les travaux de modernisation et d'extension des installations, de mise en conformité des équipements avec la réglementation ;
- La maintenance des installations d'alimentation électrique des SSI issues des TGBT ou TGS, compris les armoires électriques terminales.

#### **2.2.5.5 Prestations d'exploitation et de maintenance à la charge du maître d'ouvrage**

L'exploitation des installations assurée par le maître d'ouvrage comprend exclusivement:

- Mise en route et l'arrêt des équipements ;
- Opérations de vérification quotidienne du bon fonctionnement, telles que définies, pour le SSI, dans les annexes de la norme NF S 61- 933 – y compris pour les essais mensuels de déverrouillage des dispositifs de verrouillage automatique de porte;
- Essais et contrôles hebdomadaires tels que les tests de lampe, les essais de fonctionnement des alimentations dites de 3<sup>ème</sup> source ;
- Remise en service de l'installation suite au fonctionnement normal des installations, consécutivement à un déclenchement par déclencheur manuel ou automatique, ou par détecteur dû à la présence de fumée, de flamme ou de chaleur, ou, en assistance au titulaire et/ ou à l'organisme agréé de vérifications réglementaires, dans le cadre de leurs entretiens, essais et vérifications;
- Tenue à jour du carnet d'anomalies et dérangements.

### **2.2.6 SPECIFICATIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET AUX VERIFICATIONS**

#### **2.2.6.1 Contenu de la prestation de maintenance préventive systématique et de vérifications périodiques**

Les prestations minimales de maintenance préventive systématique et de vérifications périodiques à prévoir dans le cadre du présent marché figurent dans l'annexe B « Gammes de maintenance SSI et désenfumage mécanique » du présent CCTP, sous les intitulés « Mainteneur SSI » et « Mainteneur Désenfumage ».


Ces tableaux donnent les gammes de maintenance (tâches et fréquences) et de vérifications définies par le Référentiel de Maintenance de Sécurité Incendie (REMSI) de maintenance des installations SSI et de désenfumage de l'AP- HP publié en octobre 2010, dont les extraits applicables au présent marché figurent dans l'annexe précitée.

Le REMSI a été adapté de la norme NF S61-933 aux contraintes des sites du groupe hospitalier. Les fréquences indiquées correspondent au minimum imposé par la norme.

A ce titre, les principes d'homogénéisation des vérifications réglementaires périodiques énoncés ci-avant sont applicables au présent paragraphe.

Ces tableaux sont adaptés par le titulaire, selon :

- Type de matériel ;
- Préconisations et gammes de maintenance du fabricant dans la notice de maintenance
- Actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur du SSI, pour répondre aux spécificités du système installé ;
- Règles de l'art et recommandations édictées par les groupements professionnels, dont les sociétés d'assurance (APSAD) ;
- Expérience propre du titulaire ;
- Impératif de continuité de service et des temps de fonctionnement exigés ;
- Evolutions de la réglementation.

L'ensemble engage la responsabilité du titulaire et constitue, avec le calendrier contractuel établi conformément au 5.5.1 ci- après, la notice de maintenance préventive du Dossier d'Identité du SSI.

D'une manière générale, la prestation du titulaire comprend toutes les opérations d'entretien, contrôles, essais, vérifications, mesures, nettoyage, dépoussiérage, resserrage, lubrification et réglages.

De plus, elle comprend les opérations ci-dessous, données par famille d'équipements :

- Equipements de Contrôle et de Signalisation (ECS) : Cf. ANNEXE B.1 et :
  - Contrôle des alimentations secteur : tensions élémentaires (réglages éventuels des cartes), isolement, continuité du conducteur de protection ;
  - Contrôle des différents circuits (redresseur, régulation, signalisations lumineuse et sonore et écrans) et cartes ;
  - Contrôle du fonctionnement des écrans ;
  - Contrôle individuel des tableaux répétiteurs de zones ;
  - Contrôle de la 3<sup>ème</sup> source (piles) par action sur bouton poussoir ; remplacement éventuel ;
  - Nettoyage – dépoussiérage et resserrage des connexions ;
- Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) : Cf. ANNEXE B.2 et :
  - Contrôle des tensions élémentaires (réglages éventuels des cartes) et des protections ;
  - Contrôle des différents circuits d'alimentation, de régulation, de signalisation ;
  - Contrôle des cartes d'asservissement ;
  - Essai de chaque boucle d'asservissement et des reports d'information ;
  - Vérification de tous les coffrets de relaying et de toutes les interfaces ;
  - Vérifications de fonctionnement des UGIS, non-arrêt ascenseurs, et dispositifs d'arrêts techniques climatisation et/ou ventilation, compris le contrôle des lignes et de la signalisation;
  - Contrôle de la 3<sup>ème</sup> source (piles) par action sur bouton poussoir ; remplacement éventuel ;


- Nettoyage – dépoussiérage et resserrage des connexions ;
- Détecteur automatique d'incendie (DAI), adressable ou non : Cf. ANNEXE B.3 et :
- - Vérification de la fixation et remise en état de chaque détecteur et indicateur d'action ; de l'étiquette de numérotation
  - Contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme ;
  - Essai annuel de déclenchement de chaque détecteur, sur la source principale ;
  - Essais des boucles de détecteurs selon les prescriptions du fabricant, compris sur la source secondaire ;
  - Simulation annuelle d'un dérangement sur chaque boucle de détection ;
  - Remplacement à l'identique de tout détecteur et indicateur d'action défaillant ;
  - Reconditionnement des détecteurs tous les 4 ans et/ou selon les préconisations des constructeurs ; ou conditionnelle à partir des données issues des outils d'interrogation des ECS

Le reconditionnement des détecteurs ne doit pas abaisser le niveau de sécurité des bâtiments. Il doit être réalisé suivant la norme NF et les détecteurs être estampillés en conséquence.

Pour les détecteurs ioniques, l'enlèvement et l'élimination sont faits conformément aux directives CIREA.

Le reconditionnement est tracé par un état annuel transmis au référent de site, où figureront pour chaque zone de détection (ZD) les pourcentages de détecteurs selon leur date de dernier reconditionnement.
- Déclencheur manuel (DM): Cf. ANNEXE B et :
  - Vérification de l'état général, de la fixation des glaces et membrane, et remise en état de chaque déclencheur;
  - Essai de fonctionnement et de liaison avec les boucles de détection ;
  - Essai annuel de chaque déclencheur ;
  - Remplacement à l'identique de tout déclencheur défaillant.
- Dispositifs actionnés de sécurité (DAS) – Fonction Compartimentage : Cf. ANNEXE B.5 et :
  - Pour tout DAS tels les clapets coupe-feu volets de désenfumage, moto ventilateur de désenfumage y compris coffret de relayage, les portes de recoupement, non-stop ascenseurs la vérification de fonctionnement du CMSI par sollicitation d'un détecteur ou d'une commande de l'UCMC comprend, en cas de défaut de position d'attente ou de sécurité, la vérification des contacts de position et des mécanismes, avec contrôle des lignes et de la signalisation ; étant entendu qu'un défaut de fonctionnement mécanique sur ces clapets et portes n'entre pas, pour remise en état, dans la partie forfaitaire du présent marché. ; en ce cas, le titulaire a l'obligation de signaler par attachement spécial le défaut mécanique, en transmettant éventuellement une proposition de prix.
- Dispositifs actionnés de sécurité (DAS) – Fonction Désenfumage, et installations de désenfumage mécanique : Cf. ANNEXE B.6 et :
  - Pour limiter le nombre d'entreprises intervenant sur les installations de désenfumage, le titulaire a la charge de la maintenance de l'ensemble de ces installations.
  - Pour tout DAS des installations de désenfumage, tels les volets, trappes, exutoires, ouvrants, coffrets de relayage ou commande locale ou coffrets de zone, la vérification de fonctionnement du CMSI par sollicitation d'un détecteur ou d'une commande de l'UCMC (cf. ANNEXE B.2) comprend en cas de défaut


de position d'attente ou de sécurité, la vérification des contacts de position et des mécanismes, avec contrôle des lignes et de la signalisation ;  
Etant entendu qu'un défaut de fonctionnement mécanique et une défaillance de puissance électrique de ces équipements entre, pour remise en état, dans la partie forfaitaire du présent marché ;

- Cette clause vaut également pour les ventilateurs de désenfumage ;
  - Nettoyage annuel des ventilateurs de désenfumage ; graissage des roulements, alignement des moteurs et des ventilateurs.
  - 50% des courroies des ventilateurs de désenfumage sont remplacées sur 4 ans ;
  - En complément de la visite de vérifications réglementaires périodiques assurées par un organisme agréé décrite ci-après, et au-delà de la réglementation :  
contrôle annuel des débits, vitesses et pressions des installations de désenfumage mécanique à raison d'un contrôle par verticalité dans un niveau choisi par le maître d'œuvre.
  - Réglage des pressostats suite aux mesures faites par le titulaire ou par un organisme agréé ;
- Dispositifs de sécurité – Fonction évacuation : Cf. ANNEXE B.7 et :
    - Vérification de l'état général et remise en état de chaque Dispositif Sonore Non Adressable, Alarme Générale Sélective ou Dispositif Lumineux ;
  - Systèmes de détection et d'extinction automatique à gaz (salles informatiques) :
    - Contrôle du niveau de charge des bouteilles ;
    - Essais fonctionnels de la double détection incendie ;
    - Essai du système de déclenchement ;

Ces essais doivent être réalisés en coordination avec le mainteneur du système de climatisation des salles.
  - Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE):
    - Essais fonctionnels selon annexe D de la norme;
  - Alimentation de secours et/ou puissance, batteries (y compris les alarmes électriques de sécurité – AES – déportées)
    - Contrôle de la charge des batteries, nettoyage des cosses;
    - Mise en fonctionnement en secours pendant 6 heures (en coupant la source principale) ;
    - Contrôle des tensions, courants, protections et connexions et du niveau électrolyte (s'il y a lieu);
    - Remise en fonctionnement selon la marche normale ;
    - Contrôle du fonctionnement du chargeur automatique ;
    - Échange systématique des batteries tous les quatre ans ;
  - Interphones IGH
    - Vérification du fonctionnement, fixation et remise en état de chaque interphone;
    - Essai de chaque interphone;
    - Remplacement à l'identique de tout interphone défaillant ;
    - Contrôle des alimentations secteur : tensions élémentaires (réglages éventuels des cartes), isolement, continuité du conducteur de protection;
    - Nettoyage – dépoussiérage et resserrage des connexions.
  - Système de détection CO parc de stationnement
    - Vérification entretien des sondes
    - Entretien, vérification de la centrale d'analyse.
    - Réglage étalonnage des seuils de détection et de commande
    - Essais des dispositifs de commande distants situés à la sortie eu parc de stationnement et au PCSI


- Désenfumage mécanique (moto-ventilateurs ; coffrets de relaying : volets)

Cf. ANNEXE B.6

En synthèse, les essais :

- De chaque détecteur et déclencheur manuel sont réalisés une fois par an par le titulaire (Cf. ANNEXES) par le titulaire
- Des installations avec DAS de compartimentage ou de désenfumage, et des dispositifs de sécurité de fonction évacuation sont réalisées au moins deux fois par an par le titulaire, en automatique par un détecteur par zone de sécurité ou du CMSI par une commande de l'UCMC (Cf. ANNEXE). Une de ces vérifications semestrielles a lieu en présence de l'organisme agréé chargé des vérifications réglementaires périodiques avec RVRE (voir ci-après).
- Eclairage de sécurité sur source centrale  
Le contenu des opérations de maintenance préventive ne concerne que les équipements centraux du système d'éclairage. (Hors circuits d'alimentation des appareils d'éclairage permanents ou non permanents.
- Contrôle de la charge des batteries, nettoyage des cosses ;
- Mise en fonctionnement en secours pendant 6 heures (en coupant la source principale) ;
- Contrôle des tensions, courants, protections et connexions et du niveau électrolyte (s'il y a lieu) ;
- Remise en fonctionnement selon la marche normale ;
- Contrôle du fonctionnement du chargeur automatique ;
- Échange systématique des batteries tous les 4 ans ;
- Maintenance et mise à jour du système d'exploitation PC et logiciel CG Vision

Cf. Annexe B 8

#### **2.2.6.2 Contenu de la maintenance préventive conditionnelle**

Le contenu des prestations de maintenance préventive conditionnelle est similaire à celui des prestations de maintenance préventive systématique.

Elles résultent de constatations faites lors des visites systématiques ou lors de mesures spécifiques, qui déclenchent une action préventive selon les préconisations du constructeur ou l'expérience propre du titulaire. Elles sont donc apériodiques.

L'exécution de cette prestation est planifiée conformément aux prescriptions ci-après.

#### **2.2.6.3 Traitement des anomalies et dérangements signalés par le maître d'œuvre**

En assurant l'exploitation du Système de Sécurité Incendie, et lors des vérifications et investigations qu'il effectue, le service de sécurité incendie du site est amené à constater et à consigner des anomalies et dérangements, au sens de la norme NF S 61-933.

Dans le cadre de ses opérations de maintenance préventive, le titulaire est tenu de supprimer ces défaillances, - y compris toutes sujétions dont les investigations nécessaires à l'établissement du diagnostic.

L'exécution de cette prestation est planifiée conformément au 2.2.6.5 ci-après.

Le titulaire assure la traçabilité de ses interventions sur un document partagé avec le référent du site.




#### **2.2.6.4 Cas particulier des vérifications réglementaires périodiques: organisation, traitement de leurs observations**

Les prestations de vérifications réglementaires périodiques confiées au titulaire dans le cadre du présent marché, figurent dans l'ANNEXE B « Gammes de maintenance SSI et désenfumage mécanique » du CCTP, sous les intitulés « Mainteneur SSI » et « Mainteneur Désenfumage », avec la mention « Regl ».

Les prestations de vérifications réglementaires périodiques confiées par le maître d'ouvrage à un organisme agréé, figurent dans l'ANNEXE, sous l'intitulé « Organisme agréé », avec la mention « Regl. ». Elles sont décrites dans l'ANNEXE C.2 pour le SSI, et dans l'ANNEXE C.6 pour les installations de désenfumage mécanique. Les mesures réglementaires de vitesse/ débits/ pressions sur les installations de désenfumage mécanique sont réalisées par l'organisme agréé, à l'exception, pour les ERP, des mesures hors année triennale, confiées au titulaire.

L'assistance due par le titulaire à l'organisme agréé a pour but, dans la mesure du possible, la levée des observations en cours de visite de vérification. Ce afin de réduire avant édition le nombre d'observations figurant dans les rapports de RVRE.

Le titulaire doit donc accompagner l'organisme agréé au cours de ses visites, à proportion du nombre d'observations émises ou susceptibles de l'être, et s'il en a été informé au moins une semaine à l'avance.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées selon les mêmes modalités que celles d'un dépannage.

Dès réception des RVRE de l'organisme agréé, le maître d'ouvrage le remet au titulaire.

La diffusion est faite sous forme papier en un exemplaire « papier » et sous forme numérisée modifiable (format Excel ou équivalent).

A la suite, le titulaire est tenu de fournir au référent de site dans un délai de 3 semaines à réception de ce rapport, le programme et le calendrier des actions qu'il propose pour lever ces observations.

Le traitement des observations relevant du prix global et forfaitaire est planifié conformément aux prescriptions ci-après. Le titulaire peut être amené à mettre à disposition des moyens complémentaires, sachant qu'il est tenu d'achever cette prestation au plus tard 10 semaines après la date de la réception du rapport.

Le titulaire assure la traçabilité de ses interventions sur le document numérisé modifiable remis avec le rapport, à remettre en version finale au référent de site au plus tard 12 semaines après la date de la réception du rapport, avec production d'une attestation destinée à l'organisme agréé.

Les devis correspondant au traitement des observations ne relevant pas du prix global et forfaitaire sont remis au maître d'œuvre dans un délai de 8 semaines après la date de réception du rapport.

#### **2.2.6.5 Planification des opérations et présence sur le site ; durée des interventions**

##### **Calendrier des opérations programmées; présence sur le site**

**Les opérations programmées de maintenance préventive systématique et de vérifications non réglementaires périodiques s'articulent autour de deux visites semestrielles par an**, auxquelles s'ajoutent des visites partielles et spécifiques pour respecter les fréquences données par **l'ANNEXE B « gammes de maintenance » du présent CCTP** et par les précisions et compléments figurant ci-avant.

Chacune de ces interventions se rapporte au déroulement du calendrier contractuel établi selon les modalités ci-dessous.


Dans le premier mois du marché, puis dans le mois précédent le début de chaque année calendaire du marché, le titulaire présente au référent de chaque site le calendrier général de ses opérations programmées.

S'il y avait impossibilité d'exécuter certaines prestations sans perturber l'exploitation normale, le titulaire en informe sans délai le référent du site et lui propose toutes dispositions lui permettant de réduire la gêne.

Après approbation par le maître d'œuvre, ce document devient contractuel. Cette acceptation ne dégage pas pour autant la responsabilité du titulaire qui reste pleine et entière.

Chacun de sa propre initiative, le titulaire et le maître d'ouvrage peuvent ponctuellement le modifier pour un type de prestation programmé donné, sous condition que la demande d'actualisation parvienne à l'autre partie au plus tard **5 jours calendaires** avant la date contractuelle de début de la visite. En aucun cas, ce recalage ne peut mettre en défaut le maître d'ouvrage dans ses obligations de faire assurer la maintenance et les vérifications conformément à la réglementation.

La partie sollicitée ne peut pas refuser ni demander d'indemnité de préjudice.

**Le marché est à obligation de résultat. Il appartiendra au titulaire du marché de déterminer les moyens humains à mettre en œuvre pour répondre aux besoins du marché**

Ce volume d'heures est affecté :

- À la maintenance préventive systématique – y compris les 2 visites semestrielles citées au premier alinéa du présent paragraphe ;
- Aux vérifications périodiques planifiées dans le calendrier contractuel ;
- À la maintenance conditionnelle
- Au traitement des anomalies et dérangements signalés par le maître d'œuvre ;
- Aux prestations dues dans le cadre des vérifications périodiques réglementaires effectuées par un organisme agréé (accompagnement, levée des observations des RVRE)
- À la maintenance corrective dont la main d'œuvre est incluse dans le forfait, à l'exception de celle devant être effectuée en dehors des horaires de la permanence.

#### **2.2.6.6 Planification de la maintenance conditionnelle**

Les opérations de maintenance conditionnelle sont programmées d'un commun accord entre le titulaire et le référent de site, au moins 48 heures à l'avance.

#### **2.2.6.7 Durées d'intervention et d'indisponibilité**

Les opérations de maintenance préventive doivent être prévues de façon à limiter au minimum les temps d'indisponibilité des équipements.

Si ce temps d'indisponibilité est estimé supérieur à **12 heures**, le titulaire demande l'accord au référent du site, dans un délai lui permettant de prendre des mesures de sauvegarde. L'accord du référent n'équivaut en aucun cas à une décharge de responsabilité du titulaire.

#### **2.2.6.8 Rapports semestriels de visites**

Chaque semestre, un rapport fait la synthèse des mesures et observations des visites ayant eu lieu au cours de ce semestre, telles que consignées dans les fiches d'intervention décrites ci-après.


Le délai maximum de remise des rapports semestriels complets de visite est de 4 semaines à compter de la date de la fin du semestre.

Ce rapport est conclusif et liste les interventions de maintenance corrective à engager  
Il est remis sous forme numérique exploitable


## 2.2.7 SPECIFICATIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE CORRECTIVE

### 2.2.7.1 Demande de dépannage et délai de réponse

Le délai imparti au titulaire pour commencer une intervention de dépannage, recherche de la cause de l'incident ou début de la réparation, est désigné par le terme "délai de réponse".

L'origine de ce "délai de réponse" est l'appel téléphonique au service désigné du titulaire, confirmé par courriel ou téléphone

**Les demandes d'intervention de dépannage peuvent être faites 24h/24 et 7j/7.**

Elles sont émises par le maître d'œuvre ou le référent de site.

**Il n'y a recours à l'astreinte que sur panne d'un équipement centralisé (ECS, CMSI) ou en cas de perte simultanée de plus de 2 équipements terminaux (DAI, DAS), Système d'éclairage centralisé.** Dans le cas contraire, l'anomalie ou le dérangement sont traités conformément ci-avant.

En début de marché, le titulaire du marché transmet au référent de site la procédure de demande de dépannage, qui porte sur:

- Le mode d'appel ;
- Le numéro et le code éventuel d'appel ;
- Les noms des personnes à contacter ;
- La structure du message à communiquer ;
- Les modalités spécifiques en dehors des heures ouvrables (astreinte).

Cette procédure doit être valable 24 heures sur 24 pendant toute la durée du marché. Il n'est pas admis de dispositif d'enregistrement sur répondeur ou boîte vocale.

Tout changement de cette procédure doit être notifié par écrit par le titulaire au référent de site, au moins une semaine avant sa mise en œuvre effective.

Chaque appel est consigné et classé par ordre d'arrivée sur un registre tenu dans ses locaux par le titulaire et précisant :

- La date et l'heure ;
- L'auteur de l'appel et son interlocuteur ;
- L'objet de la panne (matériel, lieu, phénomène constaté).

**Le délai maximum d'intervention est fixé à 4 heures.**

### 2.2.7.2 Délai de réparation ; déroulement des interventions

Le "délai de réparation" désigne la durée nécessaire pour achever la réparation. Il débute à la première minute de la présence sur le site (début du dépannage) et s'achève au moment où les performances garanties sont à nouveau obtenues.

Le titulaire doit, lors de son intervention :

- Prendre connaissance du dysfonctionnement ;
- Procéder aux opérations de dépannage ou mieux de réparation ;
- Assurer toutes les mesures conservatoires ;
- Définir et mettre en place les mesures de protection ;
- Vérifier que les consignes de sécurité, sont connues de tous les intervenants pendant la poursuite provisoire de l'exploitation.

Le titulaire informe le référent de site :

- En cas de défauts fugitifs ou d'incident nécessitant le remplacement, ou l'adjonction d'un matériel à long délai d'approvisionnement ;


- S'il estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers.

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible.

Le délai de réparation est fixé :

- À 4 heures, pour une réparation sans fourniture de pièces ou avec une pièce faisant partie du stock de pièces détachées ;
- À 8 heures avec une fourniture de pièces courantes ;
- À 12 heures dans les autres cas, avec possibilité exceptionnelle de prolongation à la discrétion du référent de site.

### **2.2.7.3 Neutralisation des délais**

En cas de panne ou dysfonctionnement présentant un risque majeur de nature à mettre en péril l'intégrité physique des personnes soit directement, soit indirectement par des dommages causés à des équipements, des produits ..., le titulaire est tenu d'intervenir sans délai, de prendre toutes les mesures nécessaires et de les mettre en œuvre pour pallier les conséquences préjudiciables.

Ne pas se conformer à ces prescriptions vaut au titulaire la résiliation de son marché pour FAUTE GRAVE en application des clauses du présent CCTP, sans préjudice de l'application de pénalités prévues au présent CCTP.

## **2.2.8 SPECIFICATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS DIVERSES**

### **2.2.8.1 Petits travaux**

Pour limiter le nombre d'installateurs intervenants sur le SSI, le titulaire peut se voir confier l'étude et la réalisation de petits travaux :

- D'entretien tels que : adaptations mineures rendues nécessaires pour assurer l'interface entre des installations nouvelles, consécutivement à des restructurations, et les systèmes de sécurité incendie généraux préexistants ;
- De rajout ou de déplacement de détecteurs ou de DAS ;
- De mise en conformité des équipements avec la réglementation applicable.

Ces prestations sont réglées sur la partie à prix unitaires.

### **2.2.8.2 Formation du personnel du service de sécurité incendie**

Le titulaire dispense au personnel du Service de Sécurité Incendie la formation nécessaire à l'exploitation du matériel dont il assure la maintenance, dont les consignes en cas de défaut, et les précautions d'installation et d'environnement.

### **2.2.8.3 Essais à l'aide des foyers de contrôle d'efficacité (FCE)**

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire effectue des essais d'efficacité, pour vérifier si l'installation maintenue répond à une efficacité identique à celle obtenue lors de la réception des installations.

Il y a lieu de se référer aux méthodes, conditions d'essais (choix des foyers, emplacements, conditions d'ambiance) et résultats contresignés sur le PV de réception.


Le matériel d'essais et les matières consommables sont fournis par le titulaire.  
Les conditions d'essais et les résultats font l'objet d'un procès-verbal.  
Le prix global et forfaitaire du titulaire inclut deux essais par site et par an.

#### **2.2.8.4 Assistance aux visites de contrôle de la Commission de sécurité**

Le titulaire assiste le référent de site dans la préparation des documents tenus dans le cadre de son marché, s'assure du bon fonctionnement des installations par des essais préalables, participe aux visites de la Commission et aux essais qu'elle prescrit, et traite les observations de la Commission qui relèvent de son marché.

#### **2.2.8.5 Conseil au maître d'ouvrage sur les installations sous garantie**

Durant la période de garantie d'une installation neuve, le titulaire est tenu d'assister et de conseiller le maître d'œuvre, notamment dans son droit de recours vis-à-vis des entreprises ayant participé à la réalisation des installations.

### **2.2.9 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

#### **2.2.9.1 Conditions relatives au personnel du titulaire**

##### **A Equipe dédiée au site : qualification, organigramme, composition**

Au démarrage du contrat, et au plus tard sous un mois, le titulaire remet au référent du site, l'organigramme fonctionnel et nominatif de l'ensemble de son personnel impliqué dans le marché.

Les personnes nommément désignées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché doivent être préalablement agréées par le maître d'œuvre. Elles sont les seules autorisées à intervenir dans l'établissement.

A cet effet, le titulaire propose au référent de site la liste nominative du personnel d'intervention pour agrément 15 jours au moins avant la date de la première intervention.

Ces personnes possèdent les qualifications et spécialisations requises pour l'exécution des tâches courantes ou exceptionnelles qui leurs sont confiées. Elles sont dûment formées par le titulaire à la configuration et aux spécificités du matériel en fonctionnement sur le site.

La stabilité et l'expérience des agents du titulaire doivent garantir des interventions et diagnostics rapides et efficaces.

Nonobstant les conséquences des manquements et infractions décrites **au présent CCTP**, le maître d'œuvre se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier, de demander le :

- Remplacement de tout membre du personnel du titulaire, ou de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie,
- Le renforcement en nombre ou en qualification du personnel du titulaire, afin de satisfaire aux obligations de moyens et de résultats fixées par le présent marché.

##### **B Horaires de travail**

A l'exception des dépannages, les prestations dues par le titulaire dans le cadre du présent marché se déroulent pendant les heures normales de service soit du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00, sous réserve que ces opérations n'entraînent pas de nuisances susceptibles d'empêcher la tranquillité des malades, l'usage des locaux ou le travail du personnel. Ces horaires sont les heures ouvrables dont il est fait mention au présent CCTP.


## C Connaissance du règlement et des consignes du site

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité le règlement intérieur et les diverses consignes de sécurité générales et particulières du site d'affectation, et contrôler régulièrement que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

### 2.2.9.2 Prise en charge des installations par le titulaire

#### A Au début du marché

Il est rappelé que, par le fait de soumissionner, le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance. Il s'engage sur ses prestations portant sur les installations existantes en l'état, conformément aux prescriptions du présent **CCTP**.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux est établi dans le premier mois du marché. Au cours de cette visite, le titulaire prend en charge les inventaires et la gestion documentaire des installations.

Il prend également connaissance :

- des essais préalables à la mise en service des équipements et des procès-verbaux de réception afférents ;
- des garanties en cours.
- 

Il fait une sauvegarde informatique de la programmation du SSI et la remet au référent de site. Cette unité de stockage de données reste dans le bureau du référent de site.

Le titulaire doit consigner l'ensemble de ses observations sous la forme d'un audit.

Au terme de sa première visite semestrielle, il doit fournir un inventaire complet, détaillé et homogène de l'ensemble des installations objet de son marché.

Dans le premier mois du marché, le titulaire fournit au référent de site, outre l'organigramme de ses services et agents mentionné ci-avant, une note définissant tous les moyens qu'il met à disposition pour assurer ses prestations.

Ce document est actualisé tout au long de la durée du marché.

De plus, le plan de prévention est rédigé conformément aux prescriptions du présent **CCTP**.

#### B En cours de marché

Le titulaire a la charge de la mise à jour permanente de l'inventaire des installations. Il doit en remettre au référent de site la première édition exhaustive et détaillée par bâtiment, étage et type d'équipement, au plus tard 6 mois après la date de démarrage de son marché.

Il est tenu d'assister à la réception de tout nouvel équipement ou matériel mis en œuvre en cours de marché, ainsi qu'au suivi de la levée de réserves afférente.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, dont les dates lui sont notifiées par le maître d'ouvrage, les prestations assurées par le titulaire du marché de maintenance viennent en complément des garanties contractuelles à la charge de l'installateur.

En cas d'incident au titre de la garantie, le titulaire informe sans délai le référent de site de l'avancement de ses interventions et actions de coordination.

Toute modification de la programmation du SSI consécutive à des travaux est sauvegardée en temps réel sur l'unité de stockage de données conservée en permanence dans le bureau du référent de site. Elle est à la charge du titulaire pour ce qui concerne ses propres interventions, ou, sous le contrôle du titulaire, à celle de l'entreprise réalisant la modification.


Le titulaire assurera la conservation d'une sauvegarde ultime dans ses locaux.

### **2.2.9.3 Conditions matérielles d'intervention sur le site**

#### **A Locaux et équipements mis à la disposition du titulaire**

L'hôpital met à la disposition du personnel du titulaire un emplacement pour deux armoires-vestiaires dans le vestiaire de son service de sécurité incendie ou du service technique. Les installations sanitaires de ces services sont également accessibles au personnel du titulaire.

L'hôpital met à la disposition du titulaire un local où il peut stocker ses produits, matériaux, matériels, et outillages.

En cas de vol ou perte, les frais résultants des réapprovisionnements ou remplacements incombent au titulaire, sans qu'il ne puisse accéder à une indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage.

Pour faciliter la communication au sein du site, et durant les heures de présence du titulaire sur le site, le maître d'ouvrage met à sa disposition un téléphone sans fil type DECT ou un émetteur/récepteur par site.

#### **B Logistique à la charge du titulaire**

Le titulaire a la charge de :

- La fourniture, le nettoyage et l'entretien des tenues de travail et équipements de protection collective et individuelle (EPI) de son personnel ;
- La fourniture, la mise à pied d'œuvre, l'entretien et l'étalonnage des machines, engins et véhicules, des échelles, plateformes, moyens de levage et de manutention, de l'outillage individuel et des appareils de mesure et de contrôles nécessaires à la bonne exécution du marché ;  
Il est précisé que le titulaire ne doit la fourniture, l'entretien, l'étalonnage des appareils de mesures des vitesses, débits et pression des installations de désenfumage mécanique, que pour les mesures relevant de son marché.
- Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments, l'installation de dispositifs de protection des ouvrages existants, et des personnels du titulaire, de l'établissement et du public tels que : garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, dans le respect des règlements de police.

#### **C Besoins en énergie**

L(es)'alimentation(s) électrique(s) des SSI issue(s) du tableau général basse tension, ou du Tableau Général de Sécurité et les réseaux de plomberie sanitaire sont mis à disposition du titulaire. Les quantités d'énergie (électricité, eau ...) consommées par le titulaire dans le cadre des prestations de son marché sont à la charge du maître d'ouvrage.

### **2.2.9.4 Autorisation d'intervention ; accès aux installations ; accompagnement du titulaire ; remises en service des installations**

Lorsque la sécurité des usagers peut être mise en défaut, notamment par l'emploi de gaz comprimés ou de matériaux présentant un danger pour le public, il doit obligatoirement avant exécution de tout travail, être dressé un procès-verbal d'ouverture de chantier entre le titulaire et le maître d'ouvrage, avec octroi d'un permis feu pour chaque tâche qui le nécessite (soudure, meulage,).




Les permis feux sont établis par le maître d'ouvrage (service de sécurité incendie) pour chaque tâche et chaque jour. Ces travaux doivent être impérativement exécutés en dehors des périodes d'occupation des locaux.

L'accès aux installations étant contrôlé, le référent de site remet au personnel du titulaire les clés et les badges permettant l'accès aux installations dont le titulaire assure la maintenance.

La traversée ou les interventions en zones sensibles ou à forte occupation (consultations externes, blocs opératoires, réanimation, ...) sont soumises à autorisation du maître d'ouvrage. Le personnel du titulaire est tenu de revêtir, dans les locaux le nécessitant, des vêtements spéciaux fournis par l'établissement en suivant les instructions données par le personnel du service hospitalier.

Certains locaux ne sont accessibles que sur rendez-vous. Au cas où il n'est pas possible de pénétrer dans les locaux durant la période d'intervention, ceci est mentionné dans le registre de maintenance ci- après. En tout état de cause, les interventions dans ces locaux doivent être exécutées à une autre date du calendrier des opérations programmées, qui est fixée en accord avec le référent du site.

Le personnel du titulaire s'assure de la fermeture des locaux après intervention, y compris les locaux techniques, et veille à en éteindre l'éclairage. Il en remet les clés et les badges au référent de site.

Le personnel du titulaire a la charge des démontages et remontages simples des ouvrages donnant accès aux installations dont il assure la maintenance, tels que les trappes, faux-plafond démontable, coffrage menuisé, couvercles, coffres....

L'établissement détache si nécessaire et autant que de besoin un agent pour accompagner le personnel du titulaire. A ce titre, le personnel du maître d'ouvrage assure le contrôle des conditions de sécurité des interventions du titulaire, pour ce qui concerne les risques de Co activité avec l'exploitation du site.

Cette assistance ne dégage pas le titulaire de son obligation d'assurer sa propre prestation sans le secours du personnel du maître d'ouvrage, dès lors qu'elle nécessite la présence de plusieurs personnes.

Le réarmement des équipements SSI est la charge du titulaire, dès lors qu'il est consécutif à ses prestations de maintenance et de vérifications. Pour ce faire, il bénéficie de l'assistance de l'équipe de sécurité incendie du site.

#### **2.2.9.5 Nettoyage des locaux, ouvrages et installations**

Le personnel du titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux et ouvrages où il est amené à intervenir. A ce titre, outre les opérations de nettoyage et dépoussiérage prescrites par les gammes de maintenance préventive, et dans la mesure où il en a dégradé la propreté, il assure le nettoyage après intervention, des locaux techniques, armoires et gaines techniques ainsi que l'enlèvement des gravois ou matériels hors service.

#### **2.2.9.6 Elimination des déchets industriels**

Ces déchets doivent être détruits dans des conditions propres à préserver l'environnement et la santé humaine. Leur destruction étant soumises aux normes en vigueur, le titulaire assure :

- l'enlèvement des déchets qu'il a généré au cours de ses interventions ;
- le suivi de leur élimination et de leur destruction selon les modalités propres à chaque type de déchets, avec emploi d'imprimés spécifiques.


A défaut, l'imprimé CERFA 07-0320 est utilisé et éventuellement complété du bordereau relatif au contrôle des circuits générateurs de nuisances .Le premier volet de l'imprimé est conservé par le référent de site, et le dernier doit lui être retourné sous un mois.

## **2.2.10 FOURNITURES, CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES ET STOCKS**

### **2.2.10.1 Provenance**

Toute pièce remplacée est neuve sauf accord préalable.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants homologués compatibles.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à la continuité de service sont celles préconisées ou agréées par le constructeur.

L'**ANNEXE A « Inventaires » du CCTP** précise les spécifications techniques détaillées des matériels installés.

### **2.2.10.2 Pièces en récupération**

Le titulaire peut proposer au référent de site ou ce dernier demander au titulaire la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement. Cette décision ne retire en rien la responsabilité de garantie de bon fonctionnement du titulaire qui reste pleine et entière.

Les pièces non réutilisables sont évacuées par le titulaire.

Les matériels, objets et approvisionnements, fournis par le titulaire et non consommés restent sa propriété.

Les matériels, objets et approvisionnements, remis au titulaire et non consommés sont restitués au référent de site à l'issue du contrat.

### **2.2.10.3 Produits consommables et petites fournitures électroniques**

Le titulaire doit, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, la fourniture de divers produits consommables, et de petites fournitures électriques et électroniques courantes, notamment :

- fusibles, diodes, résistances, condensateurs, relais, résistances et vitres pour déclencheurs manuels d'alarme, ampoules ou led pour indicateur d'action et voyants de signalisation, boutons poussoirs de tableau, buzzer, bombes aérosols pour essais de détecteur, rouleaux de papier d'imprimante...

### **2.2.10.4 Stock de pièces détachées**

Pour assurer la continuité et la sécurité du service, le titulaire a prévu dans son prix global et forfaitaire la constitution, la gestion et le renouvellement permanent d'un stock de pièces détachées, établi en fonction :

- des prescriptions des constructeurs ;
- des objectifs d'indisponibilité que se donne le titulaire dans le respect des clauses du CCTP ;
- de son expérience dans la criticité de la défaillance des matériels et dans leurs délais d'approvisionnement.

**La composition de ce stock, présentée dans le mémoire technique du titulaire au moment de son offre est contractuelle. C'est un critère d'évaluation de la qualité de son offre.**


Le stock est constitué sur le site et lui est exclusivement réservé.  
Les fournitures sont mises à disposition au poste central de sécurité incendie du site.

Chaque mois, le titulaire remet la liste des pièces de rechange utilisées au cours du mois précédent, avec la désignation, la codification complète des pièces utilisées ainsi que le lieu de l'utilisation.

Ce stock reste la propriété du titulaire. Aucune obligation de rachat ne peut être faite au maître d'ouvrage. Ce dernier s'autorise toutefois à faire une proposition de rachat de ce stock au cours du marché, sur la base du bordereau de prix des pièces de rechange ou du barème du fournisseur.

#### **2.2.10.5 Stockage de produits dangereux**

Le titulaire ne peut en aucun cas stocker de tels produits dans l'enceinte de l'établissement sauf avis contraire mentionné par écrit par le référent de site.

Ces produits sont utilisés dans le cadre de la réglementation des ERP et des IGH.

### **2.2.11 CONSIGNATION DES INTERVENTIONS ET CIRCULATION DE L'INFORMATION. REGISTRE DE MAINTENANCE**

#### **2.2.11.1 Information du référent de site**

Dans le cas d'une opération de maintenance préventive, le personnel chargé de la visite par le titulaire se présente dès son arrivée dans l'établissement au référent de site. Il l'informe du programme des interventions de la journée.

Dans le cas d'un dépannage, cette clause d'information préalable à l'intervention s'applique également.

#### **2.2.11.2 Compte-rendu d'intervention**

**En cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens de quelque nature que ce soit, l'agent du titulaire avertit immédiatement le référent de site.**

Toute intervention faite dans le cadre du marché – y compris les modifications et travaux effectués sur l'initiative du titulaire ou sur demande du maître d'œuvre – donne lieu à l'établissement par le titulaire :

- d'un compte-rendu, contresigné par le référent de site ou la personne qu'il a désigné ;
- d'une consignation dans le registre de maintenance du SSI concerné, telle que décrite ci-après.

Outre le nom et la qualification de l'intervenant ainsi que sa date, chaque compte-rendu comporte au minimum :

- la cause de l'intervention ;
- le cas échéant, le diagnostic de la panne ;
- les actions entreprises ;
- le temps passé par technicien ;
- le résultat des mesures effectuées ;
- les pièces remplacées, avec leurs références précises, permettant au maître d'ouvrage de connaître leur traçabilité.


Le compte-rendu atteste que les opérations systématiques de maintenance préventive et de vérifications réglementaires prévues ont bien été effectuées et signale, selon les modalités fixées par le référent de site, celles effectuées à l'initiative du titulaire.

Dans le cas de la maintenance palliative, une attention particulière est apportée au diagnostic de la panne ayant nécessité l'intervention, afin d'éviter le renouvellement d'une panne.

En fin d'intervention, l'agent du titulaire remet un « **bon d'intervention** » sur lequel il porte ses observations telles que : anomalies constatées, travaux effectués, usure de certains organes, risque de détérioration, etc. et les suites qu'il convient de leur donner.

**Il est signalé que le titulaire est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation existante ou nouvelle, ainsi que toute modification des conditions d'environnement ou d'exploitation des installations dont il a la charge.**

En cas d'événement grave, le titulaire doit rédiger sur simple demande du référent de site, dans un délai maximal d'une journée, un compte rendu spécifique décrivant le désordre constaté, ses causes et les moyens d'y remédier.

**Ces compte-rendu sont réalisés par l'intermédiaire par l'outil de GMAO décrit à l'article 2-2-12 ci-après.**

### **2.2.11.3 Propositions d'intervention**

Le titulaire donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des équipements et les améliorations à apporter.

Dans la continuité de son bon d'intervention décrit au paragraphe précédent, le titulaire formule ses propositions d'interventions (liste de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'immobilisation, etc.) pour celles qui ne sont pas de l'initiative ou de la compétence de son personnel, en indiquant les conséquences que peut entraîner une décision négative du maître d'œuvre.

Après constat d'une anomalie nécessitant une réparation, une intervention non urgente, ou une transformation non comprise dans le prix global et forfaitaire, le titulaire est tenu de remettre, dans les délais précisés au présent **CCTP**, un devis sur les travaux à effectuer, entrant dans son domaine de compétences. Celui-ci peut faire l'objet d'une mise en concurrence, s'il ne fait pas partie des prestations du marché.

Le maître d'œuvre décide de la mise en exécution de ces propositions, dans le cadre du présent marché ou procède à une consultation pour les interventions ne faisant pas partie du marché.

### **2.2.11.4 Registre de maintenance**

**Ces registres sont consignés dans l'outil de GMAO décrit à l'article 2-2-12 ci-après.**

## **2.2.12 GMAO - GESTION DOCUMENTAIRE**

### **2.2.12.1 Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)**

La GMAO du titulaire est une application informatique d'assistance à la gestion de l'inventaire des installations, à la planification, à la traçabilité, à l'historique, et à la supervision de son activité.


Elle est la pleine et entière propriété du titulaire.

Les exigences du Maître d'ouvrage portent sur les facultés

- De consulter via un Extranet les données qui y sont consignées (inventaire, calendrier, rapports de maintenance, fiches d'intervention, devis) ;
- D'accéder à des bilans de maintenance tels ceux visés ci-dessous ;
- D'exporter ces données sur les produits bureautiques courants (Excel) ;
- D'échanger des fichiers plans de l'AP-HP.

**Le descriptif de cette GMAO, à présenter dans le mémoire technique du titulaire au moment de son offre, est contractuelle. C'est un des critères d'évaluation de la qualité de son offre.**

### **2.2.12.2 Gestion documentaire**

La documentation utilisée par le titulaire comprend notamment :

- L'inventaire des installations ;
- Le dossier réglementaire de chaque SSI (dossiers d'identité, plans, ...) ;
- Le registre de maintenance de chaque SSI ;
- Les rapports des organismes de contrôle ;
- Les dossiers des ouvrages exécutés des installateurs (plans, notices techniques de surveillance et d'entretien, ...).

Cette documentation est à sa disposition au Poste Central de Sécurité incendie ou au bureau du référent de site et reste la propriété du maître d'ouvrage.

Elle n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution de son marché. A ce titre, il en assure pour le compte du maître d'ouvrage et conformément aux instructions du référent de site :

- La tenue ; La mise à jour des documents, plans, schémas et notices en fonction des modifications qu'il a apportées aux installations ;
- La diffusion et le classement (format papier et numérique).

De plus, le titulaire assiste le référent de site pour la mise à jour du registre de sécurité réglementaire, et notamment les rapports d'examens et essais à joindre.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG FCS et de la législation concernant la propriété industrielle, tous les renseignements, documents ou objets ne peuvent être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

## **2.2.13 REUNIONS ORGANISEES ENTRE LES DEUX PARTIES - BILAN ANNUEL D'ACTIVITE ET DE MAINTENANCE**

### **2.2.13.1 Réunions de maintenance**

Le titulaire organise une réunion trimestrielle de maintenance pour l'ensemble des sites, selon un calendrier établi en accord avec le référent du Groupe Hospitalier. Le représentant du titulaire du marché doit avoir la possibilité d'engager la société pour toutes décisions relatives à l'exécution du marché.

L'ordre du jour de cette réunion comprend :

- L'état d'avancement du calendrier prévisionnel et les modifications éventuelles à lui apporter ;
- L'examen de l'ensemble des documents de maintenance (rapports de maintenance) ;


- Le suivi des levées de réserves des vérifications réglementaires assurées par un tiers
- L'examen des problèmes rencontrés et des incidents survenus ;
- L'examen des actions entreprises, et des actions à entreprendre ;
- L'analyse des consommables et les mouvements de stock ;

Le titulaire établit un compte-rendu de cette réunion au plus tard huit jours après sa date, et le diffuse après approbation du référent de site. Ce document rapporte :

- Les personnes présentes ;
- Les commentaires ou réponses aux questions à l'ordre du jour ;
- Un relevé synthétique des décisions prises.

En cas de dysfonctionnement prononcé de l'installation ou de mauvaise exécution avérée des prestations, des réunions supplémentaires peuvent être organisées, sans donner lieu à un supplément de prix.

### **2.2.13.2 Bilan annuel d'activité et de maintenance**

Un bilan d'activité et de maintenance est établi chaque année, au plus tard au 15 février de l'année suivante.

Il est destiné à :

- Améliorer les conditions d'entretien par le titulaire en diminuant le nombre et la durée des pannes ;
- Orienter la politique d'exploitation, de travaux, d'investissement de l'hôpital pour ses d'équipements et matériels composant ses systèmes de sécurité incendie.

Il présente les moyens mis à disposition par le titulaire et son organisation interne.

Il synthétise les activités du prestataire consignées dans le registre de maintenance selon des critères quantitatifs (nombre d'heures travaillées, matériel remplacé...) et qualitatifs (taux d'indisponibilité des installations, parts respectives de chaque type de prestation réalisée, délai moyen d'intervention, nature, origine et fréquence des pannes, évolution des observations des prestataires de vérifications réglementaires, analyse du mouvement des pièces détachées).

Il propose une liste des actions à mener pour améliorer la qualité du service des installations dont la maintenance lui est confiée, incluant un tableau récapitulatif des devis remis et n'ayant pas fait l'objet d'un bon de commande.

Sa forme et son contenu sont présentés au maître d'œuvre pour approbation, au plus tard dans les 2 mois suivant le démarrage du marché.

Le bilan est remis en deux exemplaires papier au référent de site, et sous forme numérisée (un CD).

## **2.2.14 REMISE DES INSTALLATIONS AU MAITRE D'OUVRAGE EN FIN DE MARCHÉ**

### **2.2.14.1 Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.**

Deux mois avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux est réalisé, avec la présence éventuelle du nouveau prestataire entrant et de tout expert désigné par le maître d'œuvre.

A cette occasion, le titulaire remet au maître d'œuvre :

- Les fichiers source des programmations des SSI de tous les bâtiments aux format du constructeur (.MDB - .EPB ; .SMSI4 ; .CMS)
- L'inventaire exhaustif par bâtiment et par zone de tous les matériels entretenus ;
- Les bons de garantie (ou documents équivalents) des pièces détachées que le titulaire a remplacées et qui sont encore sous la garantie du fabricant ;


- Les défauts, dérangements et pannes en cours de traitement ;
- Le registre de maintenance cité ci avant ;
- La documentation dont la gestion est visée ci-avant ;

Ces documents sont remis sous un format courant (Excel, Word). Ou, mieux, à partir de la GMAO du titulaire, sous un format compatible avec la GMAO AP-HP.

S'il apparaît qu'il y a effectivement un état anormal d'entretien et de fonctionnement, l'hôpital met en demeure le titulaire, qui ne peut s'y soustraire, d'avoir, dans un délai à fixer, à remédier aux défauts constatés. Si sa défaillance est avérée, ses éventuels frais d'expertises sont imputés au titulaire.
